

RÉFLEX

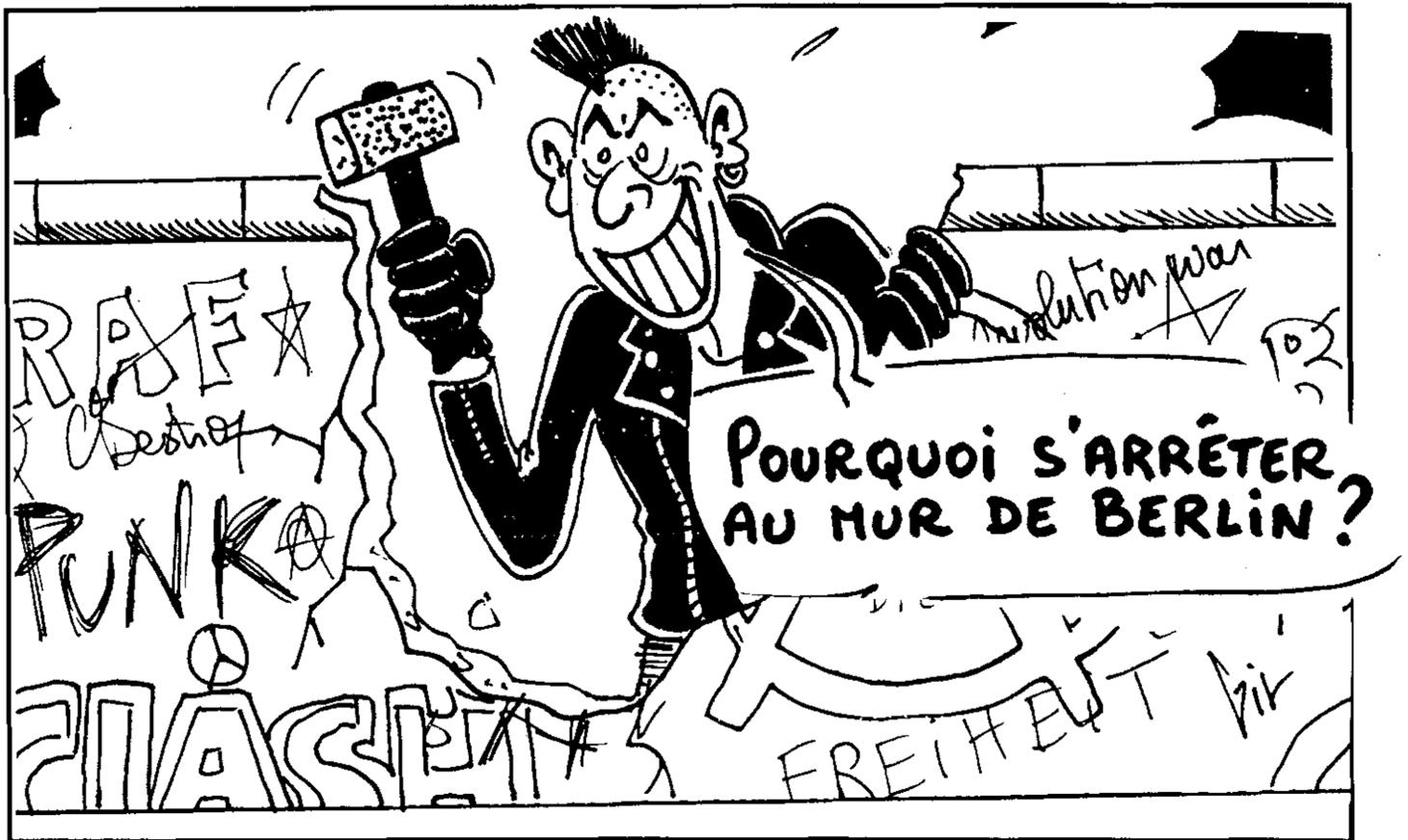
Avril-Mai

1990

N° 30

8 F

es



★ 1er Mai : boutons les fachos
hors de la planète !

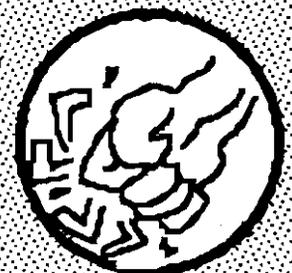
★ Racisme : le retour des vieux démons

★ Pour une Europe ouverte et solidaire
contre une Europe des fascistes et des racistes



Pour un mouvement
alternatif et radical
d'entraide, de solidarité et d'égalité
contre le racisme et le fascisme.

REFLEXes
solidarité
entraide
égalité



Tolérer, c'est abdiquer...

Médecin/Le Pen, du soutien de l'apartheid à l'antisémitisme, le pas a été franchi allègrement par le Maire de Nice qui a accueilli le 8e congrès du Front National. La classe politique qui s'offusque du regain de propos antisémites oublie-t-elle qu'elle ne cesse de dénoncer les immigrés comme responsables de la "crise" économique, incapables de s'intégrer, fauteur de trouble et de plus miséreux (n'est-ce pas M. Rocard !). La société française renoue avec certaines de ses "traditions" - certains en sont fiers, Pétain était très populaire en 1940 - et laissent s'installer le racisme. On a laissé le champ libre à toutes les exploitations et expressions politiques possibles, et comme le dit une affiche du Mouvement pour l'amitié entre les peuples "le racisme mène au fascisme". Le chemin a été balisé par les discours gouvernementaux depuis 1983 (de droite comme de gauche - doit-on rappeler toutes les mesures discriminatoires et sécuritaires prises). Police, justice, armée, combien d'institutions gangrénées par l'extrême droite ? Alors, à la différence de SOS Racisme ou d'organisations politiques d'extrême gauche, ce n'est pas de ces institutions que nous attendons notre salut. Pour preuve, l'"aventure" arrivée au Scalp de Grenoble, attaqué en diffamation par le FN, pour avoir osé rappeler sur les murs de leur ville, les précédents historiques où avaient conduit des propos comme "le chômage, c'est la faute aux immigrés. Afficher sur les murs de France "Plus jamais ça" (500.000 chômeurs, c'est 400.000 juifs en trop, 3 millions de chômeurs, c'est 3 millions d'immigrés en trop), est donc délictueux ! Les policiers n'ont pas hésité à perquisitionner chez plusieurs membres du Scalp pour aider le FN dans sa plainte; La justice, beaucoup plus clément avec les flics assassins ou les skins, poursuit son instruction avec l'aide des documents ramassés par la "police démocratique"...

Se battre contre le racisme et le fascisme ne doit plus se restreindre à une lutte politique. La pénétration du tissu social par les idées et les pratiques discriminatoires et xénophobes va bien au-delà de l'expression politique des scores du FN. Etre capable d'influer dans les luttes sociales et politiques, réoccuper des espaces sociaux et renouer avec un travail associatif de terrain est une évolution obligée pour notre combat. Nous devons réinvestir tous les "pores" de la société avec nos idées et nos pratiques (égalité-solidarité-entraide), participer à la construction d'un mouvement social qui par le "bas" repousse cette société capitaliste xénophobe qui naît dans toute l'Europe - à l'Est comme à l'Ouest. C'est en sens que nous essaierons dorénavant d'informer davantage sur l'extrême droite dans le monde du travail et son occupation du monde associatif. C'est aussi dans ce sens, que nous donnerons plus de place au travail fait par des collectifs, associations, individus dans le domaine social et culturel, qui ont pour objectif de renforcer les solidarités et l'entraide par un travail de réoccupation du terrain social, etc.

Pas de tolérance à l'égard de tout ce qui permet le renforcement du racisme et du fascisme, que ce soit dans les conditions de vie et de travail ou dans la reprise du discours du FN par la classe politique. Voilà notre combat !

Sommaire :

Appel pour les rencontres européennes antifascistes

Immigration :

- le retour des vieux démons
- texte de l'Union des travailleurs tunisiens
- Expression populaire : combattre le racisme

Euskadi :

- Jean-Philippe Casabonne, 3 ans déjà
- Autour de l'affaire Parot

En prison, la dignité c'est la révolte

Contre-culture

Associations :

- Vivre libre
- 3616 Tapez Assos

Extrême droite

- Le Mans : l'Action française en déroute
- RDA : la menace de l'extrême droite : chimère ou réalité
- brèves

Contre
les idées
sécuritaires
nationalistes
militaristes
fascistes
racistes

Reflex
14 rue de nanteuil
75015 Paris



Directeur de publication : Benoit Delmotte

Commission paritaire : 68888

Dépot légal à parution

Imprimé par nos soins

APPEL POUR DES RENCONTRES EUROPÉENNES DES GROUPES ANTIFASCISTES RADICAUX

L'Europe bouge d'Est ou en Ouest. Les bouleversements intervenus dans les pays de l'Est change les données de la construction de l'Europe de 1993 et nous amène à poser notre lutte contre l'extrême droite et les politiques répressives et discriminatoires non plus seulement dans les 12 pays de la communauté, mais aussi dans ces pays de l'Est où la xénophobie, le nationalisme et le racisme sont des "valeurs" très ancrées dans la population. Dépasser le cadre national de notre réflexion dans notre lutte nous semble nécessaire. Notre désarroi, nos faiblesses, nos incapacités à répondre à l'installation du racisme, de l'ordre sécuritaire, et d'une force fasciste dans notre pays risque à terme de toucher l'ensemble des groupes qui résistent en Europe. Echanger, réfléchir, trouver des axes politiques d'actions communes avec d'autres groupes européens peut être un des moyens couplés avec un réinvestissement dans des groupes de bases pour dynamiser un mouvement fondé sur des idées et pratiques antifasciste, antiraciste et anticapitaliste. Les rencontres des groupes radicaux antifascistes prévues ce mois d'avril sont reportées à l'automne de cette année. Nous faisons appel à votre solidarité financière pour les tenir.

On assiste aujourd'hui à un développement de l'extrême-droite en Europe. Fort de ces derniers succès électoraux nationaux, l'extrême droite se renforce aujourd'hui sur presque l'ensemble des pays de l'Europe de l'Ouest comme de l'Est. : plus de mille élus municipaux en 1989 en France, succès des Républicaners en RFA; 10% au Danemark; 17% à Anvers, l'obtention d'une région en Autriche. Cette montée revêt un aspect particulièrement inquiétant dans l'optique de la construction européenne. En effet depuis septembre 1989, les différents événements internationaux et nationaux contribuent au renforcement d'une période favorable à la montée du chauvinisme en Europe. Trois aspects se dégagent :

- l'ouverture à l'Est vécue comme de nouveaux marchés à conquérir, exacerbant la concurrence entre différents pays tels que la France, les USA, le Japon, l'Allemagne, l'Angleterre...

- les réactions internes des différents pays occidentaux face aux bouleversements à l'Est et face au tiers monde renforcent la logique de repli nationaliste.

- le bouleversement des situations politiques et sociales à l'Est, en particulier l'éclatement du bloc de l'Est favorise le développement de tendances réactionnaires. Sans perspectives progressistes, des minorités nationales s'opposent entre elles. Cette exacerbation des nationalismes se double d'un antisémitisme de plus en plus exprimé dans un certain nombre de pays

(Pologne, Russie, Roumanie). Des Etats ou des groupes tentent d'utiliser les difficultés politiques et économiques pour exacerber les perspectives hégémonistes (Pan-germanisme et retour aux frontières du Reich de 1937; retour en Russie du mythe de l'Empire des grands tsars d'Ivan le Terrible à Staline...).

Cette situation apparaît comme déstabilisatrice et renforce dans tous les pays la "fibre" nationaliste, xénophobe.

Deux idées principales se retrouvent dans le discours que couvre actuellement toute la classe politique :

- d'une part la volonté de construire la "grande Europe blanche" en tant que puissance forte face au Japon, aux USA, et au tiers monde.

- d'autre part, le développement d'une lutte entre tous les partenaires pour savoir quelle place chaque pays occupera dans ce dispositif et qui en assumera la domination économique et politique. Le tout renforçant dans chacun des pays le discours de l'extrême droite.

La construction de cette "grande Europe" sera l'occasion, une fois de plus de légitimer l'exclusion dans chaque pays de tous ceux qui ne sont pas de "vrais européens" comme par exemple les turcs en RFA, les maghrébins en France, etc.

Si l'extrême droite n'est pas homogène, un certain nombre d'axes politiques sont communs à tous les nazillons de tout poils.

* Le concept de l'Europe de "race

blanche". L'accord est sur ce point presque parfait, du FN au VMO en passant par les Républicaners, avec une petite réserve pour le MSI qui n'en fait pas son terrain de bataille prioritaire. Cette Europe blanche, implique la chasse aux immigrés et la mise en place de toutes les politiques de ségrégation et d'exclusion.

* L'anti-communisme : forme qui ne se limite pas aux simples militant-e-s marxistes. C'est l'ensemble de tous les mouvements progressistes, qui sont dans le collimateur des fascistes, tout ce qui de près ou de loin remet en cause le consensus capitaliste impérialiste.

* Ordre moral : là aussi, convergences de positions : refus de l'IVG, de la contraception, sexualité réprimée, homosexualité niée et réprimée (voir les campagnes par rapport au SIDA), retour à la famille au sens le plus étroit.

Mais aussi divergences sur la religion : le VMO est d'abord d'obédience celtique/paganiste. Pamiat (nationaliste/Antisémitisme d'URSS), le FN, le MSI ainsi que les Républicaners sont chrétiens.

Actuellement les différences/divergences importantes des fascistes à l'échelle européenne sont les suivantes :

* la question de la défense européenne

Sans rentrer dans les détails, deux positions s'affrontent : un anti USA historique en RFA de la part des Républicaners. Position reprise en France par 3ème Voie que rejoint par moment le MSI. Cette

Initiative pour une Assemblée européenne des citoyens

(Assemblée des citoyens d'Helsinki)
c/o FIP - 71 Bd Richard Lenoir 75010
Paris.

Tél : 43 38 36 92
Fax : 43 57 14 20

**Extraits de l'Appel :
Créons l'Assemblée
des citoyens d'Helsinki**

Le plus choquant des symboles de la division de l'Europe et du monde, le Mur de Berlin, est tombé. Après tant d'années de crainte et d'insécurité le monde connaît une période d'espoir, le paysage politique est transformé. Pour la première fois depuis la fin de la seconde guerre mondiale une véritable possibilité existe de cons-

truire des relations nouvelles en Europe et dans le monde qui ne dépendent pas de la menace ou de l'usage de la force militaire.

Mais il faut toujours faire face à de nombreux obstacles. De nombreux droits démocratiques ne sont pas encore garantis par la loi. Les énormes infrastructures militaires et les stocks d'armes sont toujours en place. Il y a des différences considérables de développement et de qualité de vie entre l'Est et l'Ouest, le Nord et le Sud. La dégradation de l'environnement est une menace sérieuse pour la vie et provoque de nouveaux conflits. Les identités culturelles et nationales réapparaissent mais cela peut conduire à la renaissance des vieilles peurs et des vieilles haines.

...
position implique la vision d'une construction d'une armée européenne.

De l'autre, le FN apparaissait comme la seule force d'extrême droite professant un attachement forcené à l'OTAN et au parapluie nucléaire américain et fin 1989, son rapprochement politique avec les Républicaners l'oblige à évoluer dans ses positions.

* Les divergences entre nationalisme local et nationalisme européen :

Le Haut-Adige, province revendiquée à la fois par les nazillons autrichiens et les fascistes italiens. Le soutien d'une partie de l'extrême droite belge au peuple basque, alors que Fuerza Nueva considère que l'Euskadi fait partie intégrante de l'Espagne.

Les fascistes travaillent à dépasser ces divergences, formation d'un groupe parlementaire à Strasbourg. Délégations dans différents pays lors des manifestations publiques (congrès, manifestations, etc.). Constitutions de listes communes, Euro-droite des patries en 1979.

Les divergences seront-elles réglées sans trop de heurts ? C'est une des nombreuses questions que nous nous posons.

Déjà pour nous imposer cette Europe propre et pour réprimer toutes formes de résistances, les Etats européens ont pris d'importants moyens.

Le groupe de TREVI et les accords de Shengen (encore en négociation) pour renforcer la coopération policière et mettre en place une législation unique concernant l'immigration, les réfugiés politiques, le

terrorisme. Les Mitterrand, Kohl, Gonzales veulent écraser, extradier, fichier tous les rebelles et dissidents que ce soit en Irlande, au Pays Basque ou dans le reste de l'Europe. Celle-ci dans l'optique policière, c'est le droit de poursuite de chaque police nationale dans d'autres pays européens, c'est le code pénal, et à long terme la création d'une police de type fédéral.

Tous ces discours et mesures, ont légitimé les discours haineux des fascistes, augmenté la répression et institué l'exclusion sociale comme pratique politique.

Pour stopper ce développement, il est illusoire de compter sur les forces politiques institutionnelles qui utilisent l'extrême droite à des fins électoralistes ou qui la légitime par leurs politiques sécuritaires. Pour nous, seule une pratique antifasciste radicale, ne pas laisser d'expression aux fascistes, refuser de leur laisser la rue, combattre les fascistes sur des bases sociales anticapitalistes peut aujourd'hui enrayer cette progression.

Dans chaque pays, il existe des groupes qui luttent sur de telles bases. Isolés, il est difficile de combattre avec efficacité. **Il nous faut aujourd'hui nous coordonner pour partager nos analyses, nos informations, et organiser des ripostes communes, se rencontrer est une nécessité.**

Solidarité financière

Chèque à l'ordre de REGAR
Cartes postales Europe disponibles
au prix de 10 F en soutien.

Pour faire face à ces problèmes, il faut une grande créativité, une participation active des citoyens et des gouvernements. En d'autres termes nous devons toujours établir des démocraties efficaces et solides. Le débat sur la nature des différents moyens économiques, sur les moyens de développer la prise de conscience sur l'environnement, n'est pas encore à son terme (...)

L'adhésion des politiciens à une diplomatie ouverte doit dépasser la porte des antichambres de la grande politique. Il ne s'agit pas simplement d'informer les journalistes ou même de consulter les organisations non gouvernementales. Le processus d'Helsinki par en haut doit être complété par un processus d'Helsinki par en bas tout aussi important.

9e Convention END Helsinki-Tallinn (Finlande/Estonie) 3 - 7 juillet 1990

Tous les ans les mouvements de paix se retrouvent pour leur convention END (Désarmement nucléaire en Europe). Cette année, 10 ans après l'appel Russel qui est à l'origine du processus, la convention aura lieu en partie en Finlande, en partie en Estonie.

Attention, les places sont limitées. Renseignements : groupe préparatoire à la IXe Convention END c/o Sylvie Mantrant 50 rue Lepic 75018 Paris.

Créons donc une Assemblée des citoyens d'Helsinki, forum permanent public où mouvements de paix et mouvements civiques, individus ou institutions représentant un large spectre d'opinions, puissent échanger leurs expériences, débattre de leurs préoccupations communes, et quand, c'est possible, mettre au point des campagnes et des stratégies conjointes.

L'action de l'Assemblée est fondée sur le partage de valeurs communes, sur la compréhension que la paix, la démocratie et les droits de l'homme sont indissolublement liés. Notre but c'est l'unité dans la diversité de l'Europe. Nous voulons construire une société juste et démilitarisée, où le développement ne se fait pas aux dépens de l'environnement. Nous voulons créer une communauté multiculturelle ouverte sur le Sud, avec plénitude des droits pour tous les résidents, réfugiés, migrants et peuples indigènes. Une communauté qui respecte les droits des individus et les principes de l'autodétermination, les droits des femmes, les droits sociaux et syndicaux, aussi bien que ceux des minorités et qui respecte les différences ethniques, sexuelles et autres (...)

DIFFICILE À TOLÉRER

Le texte qui suit de Francis Perrin, président de la FASTI (fédération associations de solidarité avec les travailleurs immigrés) dénonce les discours de M. Rocard et de Mitterrand quant à l'utilisation de l'immigration comme bouc-émissaire. Alors que l'on voit reflourir un antisémitisme digne des années 30, l'"anti-arabe", depuis longtemps présent dans les discours du FN n'a pas eu droit à tant de déclarations de la part des hommes politiques "démocrates". Réflex soutient le travail contre les expulsions mené par la FASTI et d'autres associations de solidarités (GISTI, CAIF, Permanences anti expulsion), et se bat pour que le droit au séjour soit reconnu comme un droit inaliénable pour toute être humain. Le combat pour une citoyenneté pleine et entière doit reprendre de la vigueur. A chacun d'entre nous d'y participer.

«Si les richesses ne vont pas où sont les hommes, les hommes vont où sont les richesses». Cette loi énoncé par Alfred Sauvy s'appliquera dans les années à venir entre le tiers monde et les pays développés, entre le sud et le nord de la Méditerranée. La France comme toute l'Europe demeurera une terre d'immigration tant que dans le monde triompheront les inégalités. Claude Cheysson, lors du colloque qui célébrait le cinquantenaire de la CIMADE, répétait que l'immigration ne cesserait pas, qu'elle serait inéluctable et massive et qu'il valait mieux être clairvoyant, assumer cette réalité.

Mais le Front national, a dépassé 60% à Dreux et frôlé les 50% à Marseille. la vague de fond a surpris les formations politiques et le gouvernement. Les français perdraient-ils leurs réflexes électoraux habituels par peur de l'immigration ? Le Premier ministre, le Ministère de l'intérieur et le Président de la République, se sont appliqués huit jours durant à faire croire qu'ils allaient définitivement arrêter l'immigration. «On ne peut pas héberger toute la misère du monde» «La France n'est plus terre d'immigration». «Le seuil de tolérance est atteint». En fait, «piégés par l'économie et les pesanteurs héritées de la droite», ils trompent les français.

Michel Rocard, se félicite d'avoir refoulé 60 000 personnes aux frontières. Pierre Joxe, d'avoir accru les interpellations de 51% et d'avoir reconduit 10 763 étrangers à la frontière en huit mois, ce qui maintient la moyenne au niveau de 3 charters de 101 par semaine. Le comité interministériel qui vient d'être créé, avant de travailler pour l'intégration, consacre sa première séance de travail à la maîtrise des flux migratoires. Les mesures draconiennes annoncées visent à rassurer les esprits, à calmer le jeu. Elles n'arrêteront pas l'immigration. Au contraire de ce qu'elles annoncent, elles condamneront de plus en plus d'immigrés à la clandestinité, à vivre

sans droits, sans famille, exploitables à souhait comme des esclaves. Notre économie se satisfait déjà de cet esclavage. Plus ils auront peur, moins ils seront visibles et moins leurs exploitateurs auront de souci à se faire.

«Nous ne pouvons pas héberger toute la misère du monde»

C'est vrai, mais c'est un peu vite dit. Le travail fourni ces dernières décennies en

France, aux postes les plus durs, par tant d'immigrés, s'accomode assez mal d'une expression de ce genre.

Cette misère du tiers monde, la France n'en est-elle pas aussi largement responsable. Oublie-t-elle sa présence en Afrique ? N'a-t-elle pas vendu ses habitants comme esclaves aux planteurs des Antilles ou des Amériques, tiré parti de ses richesses, organisé son économie en fonction de ses propres intérêts durant toute la période de colonisation ? Ne prolonge-t-elle pas cette exploitation des sols, des sous-sols et de la main d'œuvre avec la complicité des dirigeants dont elle assure le pouvoir et l'armement ? Les appels généreux lancés comme des fusées de feu d'artifice, à plus d'égalité et de fraternité, lors du 14 juillet, sont retombés. Les flux nets de capitaux continuent à se développer en sens contraire de la justice. Les prix

des matières premières sont toujours fixés par les privilégiés. Le jour où chaque peuple aura la possibilité de vivre dignement en son pays, alors cessera l'immigration. Mais ce n'est pas encore demain la veille. En attendant, il faut faire avec l'immigration et il y a beaucoup d'outrecuidance à clamer qu'on ne peut pas héberger toute la misère du monde, pour refuser d'en accueillir sa part.

MAIS SI LE PEN VIRE TOUS
LES IMMIGRÉS ... SUR QUI ON
VA POUVOIR COGNER, NOUS ?
ALORS JE VOTE MITTERRAND!



Quand les entreprises française avaient besoin de main d'œuvre, personne ne s'embarassait de savoir qui avait ses papiers et qui n'en avait pas. On arrangeait les choses à postériori.

Aujourd'hui, un tri rigoureux sépare les réguliers et les irréguliers pour pouvoir traiter différemment des bons et des mau-

Le retour des vieux démons ?

vais. Cependant, la rigueur contre les «clandestins» a des répercussions sur ceux qui sont en règle. Tous sont soupçonnés, sont vérifiés. Le «seuil de tolérance» qui n'a jamais été une notion scientifique, qui relève de l'idéologie raciste, est soudain mis en avant comme s'il s'agissait d'une loi respectable. Ceux qui ont refusé de franchir ce seuil, sont «tolérés», sans plus. Si la Préfecture refuse de renouveler une carte d'un an ou une autorisation provisoire, l'intéressé retombe chez les irréguliers. Un emploi perdu, une démarche en retard, un délit suffisent.

Les demandeurs d'asile sont les premiers visés par cette méfiance. En vertu d'on ne sait quel calcul, le Ministre de l'intérieur n'évalue-t-il pas que seuls 2 à 3% des demandeurs sont de réels réfugiés ? L'OF-PRA qui ne passe pour être laxiste, a des jugements dix fois moins sévères. Dans le tiers monde, les difficultés économiques sont partout accompagnées de glissement vers la dictature, et les brevets de démocratie que les Etats riches décernent à leurs amis sont de valeur douteuse. Bernard Kouchner, reconnaît que les «demandeurs déboutés, s'ils appartiennent à une communauté globalement persécutée, s'exposent à un risque en rentrant chez eux». Qu'on donne à l'OF-PRA les moyens de traiter plus rapidement les dossiers très bien ! Qu'on impose des conditions encore plus difficiles à l'obtention du statut de réfugié, c'est inadmissible. La seule façon correcte de protéger le droit d'asile contre les abus, c'est de garder ouvertes d'autres possibilités de régularisation à ceux qui quittent leur pays simplement pour survivre.

Les propos tenus en cette fin d'année par les personnalités socialistes les plus haut placées me rappellent les discours de Mollet et Lacoste, lorsque j'ai été appelé en Algérie. Pour tranquilliser les consciences, ils s'abritaient derrière le mot «pacification». Je crains que le mot «intégration» ne cache aujourd'hui des mesures dont nous aurons honte si nous les laissons se développer.

Le mot fascisme est en France quelque peu interdit d'emploi. Robert O. Paxton (1) en donne une définition que le rend utilisable. «Des mesures draconiennes prises par une bourgeoisie effrayée». Pour lutter contre le fascisme mieux vaut parler vrai que de lui emboîter le pas.

Jean-Pierre PERRIN*

* Président de la FASTI

1 La France de Vichy au Seuil 1973.

Le week-end de Villepinte (31 mars/1er avril 1990 Etats généraux de la droite sur l'immigration) restera dans les annales de la politique française comme celui du déshonneur d'une grande partie de la classe politique. Au cours de ces journées noires - comment les qualifier autrement ? la droite française s'est convertie aux thèses de la «préférence nationale» chères à l'extrême droite fascisante. Le discours sur l'identité nationale aux relents maurassiens tenu par les dirigeants de premier plan n'est pas sans rappeler des périodes sombres de l'histoire récente de la France. Les vieux démons de Vichy sont appelés au secours pour alimenter le discours d'exclusion contre la population immigrée, et combler les déficits électoraux des ambitions rivales. Cette dérive débouche déjà sur un programme d'un autre âge : la droite entend réserver la solidarité aux seuls nationaux et priver les immigrés de leurs droits sociaux. Ces propositions portent un nom : l'apartheid social.

Il est évident que la gangrène raciste qui ne cesse de progresser, l'absence d'une politique de la ville contre la fixation des ghettos, l'immobilisme social de la majorité au pouvoir, la complaisance soutenue d'une justice à deux vitesses face à la recrudescence des crimes racistes et, last but not least, les dérapages d'une gauche affolée qui avalise des catégories aussi douteuses que le «seuil de tolérance»... sont autant de facteurs qui confortent les impatients de la revanche dans leur démagogie nationaliste.

Cet engrenage qui ne cesse de rabaisser la culture politique française procède d'une perversion fondamentale : la marginalisation politique de l'immigration. Les immigrés sont écartés de la sphère politique alors qu'ils constituent l'enjeu majeur des empoignades électorales depuis une décennie. Présents à leurs corps défendant et absents malgré eux, ils sont régulièrement les victimes émissaires d'une société politique frileuse incapable d'audace et en panne d'imagination.

Il ne suffit pas de s'indigner contre le délire identitaire; déjà les concessions faites à l'opposition qui demandait de lier le débat sur le racisme à celui sur l'immigration n'augurent rien de bon. Derrière cette quête du consensus entre les belles intentions et les pires arrière pensées - en l'absence et sur le dos des premiers concernés, les immigrés - se profile un dispositif idéolo-

gique inquiétant : celui des cercles concentriques de l'exclusion dont le noyau dur est une «pensée» ouvertement raciste désormais banalisée.

A écouter les incantations catastrophiques contre les flux migratoires et les périls qui pèsent sur la pureté fictive d'une France menacée par « toute la misère du monde »; et à voir l'indifférence devant les propos vengeurs visant une population dont le labeur ne cesse de contribuer à l'enrichissement de ce pays, on ne peut que s'interroger sur l'avenir de la démocratie française. Lorsqu'on commence à parler des droits de l'homme blanc à l'exclusion des autres et que l'on cherche à installer une législation du travail à géométrie variable, on met le doigt dans un engrenage qui, à terme, portera atteinte au fonctionnement démocratique des institutions françaises.

Le gouvernement et la majorité sont tenus de préserver et de promouvoir les droits sociaux de toute la population de ce pays. N'est-ce pas là la vocation que revendiquent les gouvernants actuels de la France ? N'est-ce pas la moindre des responsabilités qu'on est en droit d'attendre de ceux qui ont en charge le devenir de la société toute entière ? Mais rien de décisif ne pourra se faire tant que les immigrés ne seront pas admis comme acteurs de la politique française : par l'accession au droit de vote.

Les gesticulations à droite risquent d'avoir un effet psychologique désastreux : installer la peur dans les rangs de la population immigrée (est-ce le but recherché ?). Les immigrés, dans leur immense majorité sont là pour rester; il ne leur sert à rien de céder à la terreur. Il s'agit de se battre.

Le racisme se combat par les idées mais surtout par l'action dans tous les domaines de la vie sociale. Une action effective qui ne saurait se limiter à des mesures bricolées à la va-vite et appelées à rester lettre morte et encore moins à des rapports rédigés par un quelconque aréopage de techniciens. Les intellectuels, les mouvements associatifs et tous les hommes de progrès doivent fédérer leurs efforts et sortir de la douce torpeur où ils s'engourdissent pour reprendre l'initiative d'un combat plus que jamais nécessaire contre la fascisation rampante de pans entiers de la société française. Demain il sera peut-être trop tard.

Paris, le 5 avril 1990

UTIT 67, rue de Dunkerque 75009 Paris

Contre le racisme

Combattre les vraies causes, dénoncer les vrais coupables !!!

par Expression populaire

Aujourd'hui nous constatons tous au quotidien que le racisme infecte cette société. Parmi nous, condamnés des masses laborieuses, il en est qui tiennent des propos ouvertement haineux et racistes, et chez les employeurs, propriétaires, commerçants et autres bourgeois, le racisme a fait son œuvre et se traduit dans une ségrégation raciale couramment pratiquée en matière de logement et d'emploi. Mais le racisme au quotidien s'est encore et toujours les crimes racistes, crimes dont les auteurs

"problème" de l'étranger et de l'intégration. (...)

Pourtant c'est en expliquant à tous que le Front national a été financé par de nombreux patrons depuis le début de la crise, que l'on se donnera les moyens d'une lutte convaincante auprès de la population, c'est en rappelant que la crise des années trente a eu son "bouc-émissaire", et que ceux qui au début montraient du doigt les juifs nous ont mené à un génocide et à une guerre immonde dans laquelle ils ont pris part

populaire de gauche pénétré par les rejets de xénophobie, à qui l'on se sent électoralement obligé d'assurer que les frontières sont bouclées. Pour ceux qui peuvent être choqués par ces propos, on les convaincra toujours que le vote socialiste est le seul rempart contre le FN et la droite réactionnaire. (...)

Lutter contre le racisme c'est aussi refuser d'être pris pour des imbéciles par les intellectuels et autres artistes en mal de publicité, parfaits donneurs de leçon qui exaspèrent les gens avec leurs boniments qui reflètent bien qu'ils vivent loin des problèmes; ils semblent déborder de bonté et sont fiers d'apporter la démocratie et ses valeurs aux balayeurs maliens (aux sauvages?), mais ils sont absents quand les employeurs précaires à vie de la Comatec (société de nettoyage du métro, majoritairement immigré) se mettent en grève contre les abus de la direction, absents aussi pour s'indigner contre les expulsions et les incendies criminels dans les hôtels du 20^e arrondissement dont les immigrés sont les principales victimes, pour les principes oui les artistes et compagnie, mais pour des conditions de vie et de travail moins dégueulasse cela ne les effleurent même pas, leur monde est ailleurs, là où vivre et survivre n'est pas un problème. (...)

Nous communistes, partisans de la libération de l'homme par l'homme ne pouvons tolérer la pollution des esprits qui touche de façon croissante les classes moyennes et défavorisées, car nous savons qu'il y a suffisamment de richesse humaine dans le peuple pour que tout le monde puisse vivre avec ses égaux, ensemble dans la même galère, parce que nous savons que le racisme resterait à l'état embryonnaire si chacun avait les moyens de vivre décemment sans la peur du chômage pour soi et ses enfants. (...)

Là où le racisme est érigé en système, en Afrique du Sud, les combattants anti apartheid ont pour mot d'ordre "no easy walk to freedom", à savoir, "pas de chemin facile vers la liberté", cela ne les a pas poussés à renoncer et le sens de leurs victoires est que seule la lutte paye.

Expression populaire



bénéficient souvent de la clémence des tribunaux, surtout s'il s'agit de policiers. Face à cela l'humanisme bellant et les condamnations bienvenues du racisme se montrent toujours être des outils impuissants contre le racisme et le Front national qui ont trouvé un terrain politique, économique, social et culturel, favorable à leur développement. Pour nous, combattre le racisme, c'est aussi dénoncer celui-ci comme outil à servant à diviser les "masses populaires", servant à détourner et canaliser le mécontentement, le désespoir, et la frustration du peuple vers un bouc-émissaire. Cela signifie que le racisme sert le patronat, l'Etat et les possédants, en ce qu'il devient un objet de division de la population permettant de mieux contraindre celle-ci au projet du capital (restructuration, chômage, flexibilité, précarité), permettant d'occulter les causes réelles de la crise économique et sociale en détournant et focalisant l'attention des masses sur le

sous le nom de collaborateurs et miliciens. C'est en affirmant que la délinquance n'est pas le fait des émigrés, mais le fait de l'exclusion de la richesse et du savoir, le fait de ceux qui, d'avance, sont condamnés soit : au chômage, à la misère, à la rue, aux petits boulots, ou au mieux et avec de la chance, à une vie de labeur qui nous laisse fourbus par le travail, frustrés du bien-être, et soumis au diktat et à l'exploitation des patrons. (...)

Mais lutter contre le racisme c'est aussi dénoncer et combattre la politique du pouvoir, qui place les immigrés sous pression permanente (contrôles policiers, renouvellement des papiers, expulsions avec ou sans prison). C'est dénoncer les propos démagogiques du Président Mitterrand lorsqu'il parle de "seuil de tolérance", ou de son 1^{er} ministre Mr Rocard lorsqu'il renvoie les pauvres d'ailleurs à leur misère du tiers monde. Des propos qui ont évidemment pour but de rassurer l'électorat

Euskadi : arrestation d'un commando et délire anti-Basque

L'affaire Parot aura permis encore une fois aux autorités policières et politiques de France et d'Espagne d'entreprendre une campagne anti-Basque. Comme le déclare Ursoa Parot (la sœur de Unai) "son seul espoir, comme pour de nombreux prisonniers, dans cette morte lente qu'est la prison, reste qu'Euskall Herria accède à cette liberté pour laquelle il s'est lui-même tant battu et continuera de se battre d'une autre manière". Une fois de plus, les médias font découvrir la lutte de tout un peuple pour sa libération lors de l'arrestation de combattants. Et les 26 assassinats du GAL en France, qui s'en souvient, qui en parle ? (pas la police française ou espagnole, pourquoi ?) Si nous ne nous reconnaissons pas forcément dans les actions de lutte armée, nous ne nous reconnaissons pas plus dans les Etats-nations qui nient les droits des peuples à leur liberté et leur indépendance que ce soit en Europe de l'Est, en Afrique, en Europe, en France, etc. Construire une Europe fédéraliste et non une Europe des nations ou des peuples blancs (à la sauce de l'extrême droite) où chaque communauté base ses relations sur des échanges égaux et d'entraide ayant ses droits culturels, économiques et sociaux reconnus, voilà notre volonté !

L'Europe des polices se construit sur la torture à Madrid

A la dimension du Pays Basque, les arrestations intervenues autour de l'affaire Parot auront suscité une manipulation médiatique bien supérieure aux 70.000 morts de Timisoara. Mais nous n'en retiendrons que la plus grave : les autorités de Paris et Madrid se sont félicitées des informations données par Parot. Or, il a été longuement torturé.

La torture :

- il a subi pendant 4 jours l'asphyxie à la poche en plastique avec des périodes de perte de conscience.

- il a subi au moins deux piqûres d'un produit inconnu avec menace d'injection du SIDA.

- il a été pendant cinq jours roué de coups, enserré dans une camisole de force.

- les gardes civils lui ont organisé des simulacres de comparution devant le juge, il ne s'est aperçu de la comparution réelle qu'à la fin, juste pour signaler la torture.

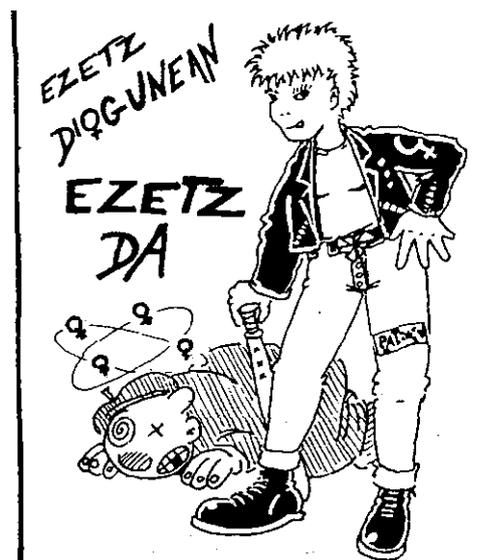
Les autorités de l'Etat :

M. Roussely J.-P. : "Une coopération en temps réel, faite de contacts directs entre la P.J., les R.G. et leurs homologues espagnols (gardes civils), sans intermédiaire, sans filtre. C'est la véritable illustration de ce que peut-être la collaboration des polices dans le cadre de l'Europe (Le Monde 9.04)". L'ambassade de France à Madrid : "La torture n'existe pas en Espagne, car nous ne sommes pas au tiers monde".

La comparution de Parot devant le juge n° 4 de l'Audiencia Nacional a été interrompue car Unai était dans l'incapacité de continuer. Il était entouré de deux gardes civils qui avaient aussi participé aux tortures. Deux autres gardes civils ont démontré à Unai leur connaissance profonde des moindres recoins de la Côte Basque, y habitent-ils ? Le juge Boulouque et le procureur Lalanne, tous deux de la 14^e section antiterroriste de Paris, se sont rendus à Madrid le 11.04 pour rencontrer leurs homologues de l'Audiencia Nacional. Ils doivent mettre en place le scénario prévu entre R. Vera et P. Joxe, début avril, avec une adaptation "au jugé" des législations antiterroristes. L'Audiencia Nacional est le tribunal antiterroriste de Madrid, identique à l'ex-cour de Sûreté de l'Etat de Paris. Il ne respecte pas les conventions européennes dans trois domaines (égalité des peines et des délits, graduation des peines en fonction du rôle joué par le prévenu, territorialité des lois). La police, aussi bien espagnole que française, diffuse à la presse la plupart des éléments de l'instruction et bien entendu la présomption d'innocence.

Conclusion : L'affaire Parot démarre le 2 avril, il faut attendre le 12 avril pour qu'on commence à mettre en doute les élucubrations de la presse espagnole et qu'on envisage l'usage de la torture.

EKIN BP 193 64100 Bayonne



Comité de soutien avec Euskadi - Lille

Communiqué de presse - 18 avril 1990

Isidro Garalde Bedialauneta "Mamarru" était assigné en résidence surveillée depuis le 12/01/1990, date de sa libération après 5 ans d'emprisonnement. Assignation à résidence, successivement près de Metz puis à Douai, sous haute surveillance policière, des policiers se trouvant continuellement à ses côtés, aussi bien à l'hôtel que lors des quelques sorties qu'il pouvait faire, les policiers se relayant même la nuit à la porte de sa chambre.

Le jeudi 12 avril 1990 à 21 h 30, plus d'une vingtaine de policiers du SPRJ de Lille et Paris l'ont interpellé, profitant du moment où, après avoir terminé le repas avec sa famille, I. Garalde quittait le groupe pour aller coucher sa fille âgée de 5 ans et demi. Sa petite fille lui fut arrachée des bras et éloignée par un policier, pendant qu'il était entraîné en dehors de l'hôtel et emmené. Sa femme et ses amis furent au même moment, dans la salle de restaurant, brutalement jetés au sol, pour les empêcher de voir ce qui se passait. (...)

Dès l'arrestation de Henri Parot, le ministère de l'Intérieur espagnol mettait en cause dans ses communiqués I. Garalde. Mais, les soi-disants "aveux" de H. Parot lui ont été arrachés sous la torture : tentatives d'étouffements, la tête enserrée dans une cagoule en plastique, menaces

d'inoculation du SIDA? une drogue lui a été injectée à deux reprises et autres sévices. Une fois de plus la police espagnole, héritée du franquisme, se distingue en pratiquant la torture, que subissent la majorité des militants basques et qui est dénoncée, entre autres, par les rapports annuels d'Amnesty International. De même, la situation des 500 prisonniers politiques Basques en Espagne s'est aggravée : mises à l'isolement, dispersion, etc.

Suite à l'arrestation de H. Parot, la pression policière ne cesse de se développer en France : ce fut la rafle au Pays Basque Nord après l'arrestation de H. Parot, et c'est en ce moment un déploiement policier généralisé avec la répression violente de la manifestation le dimanche 15 avril 1990 lors de la fête de l'Aberri Eguna à Hendaye.

Les injonctions de l'Etat espagnol auprès de l'Etat français laissent prévoir de nouveaux des opérations policières dans tous les sens, pour criminaliser tous ceux et celles affirmant à quelque niveau que ce soit leur solidarité avec les militants basques.

Il est temps de reconnaître le droit légitime à l'autodétermination du peuple basque, à l'heure où les gouvernements français et espagnol proclament ce droit pour les peuples de l'Est (RDA, Lituanie, etc.)

Il est temps que Felipe Gonzalez accepte l'ouverture de véritables négociations politiques. Nous tenons à réaffirmer notre solidarité avec les réfugiés et militants basques.

Jean-Philippe Casabonne bientôt 3 ans de prison !

Le mardi 3 avril, une réunion publique a eu lieu à la faculté des lettres de Talence (campus de Bordeaux) en présence des deux avocats Jean-François Blanco et Txemi Gorozriza ainsi que de Josiane, la sœur de Jean-Philippe. Près de 150 personnes y ont assisté. C'était l'occasion de faire le point sur les perspectives du mouvement de solidarité alors que la borne symbolique des 1000 jours de prison a été dépassée ce jour-là...

La situation d'incarcération de Jean-Philippe n'a pas connu de changement dans le sens d'une amélioration, et surtout, de même que pour les autres prisonniers, il subit les effets de la politique de durcissement décidée par le gouvernement espagnol. D'où des entraves au droit de visite tant à sa famille qu'à ses avocats ainsi que, de l'autre côté, des actions collectives de protestation comme la dernière grève de la faim à laquelle il a participé fin mars (pour protester contre un tabassage).

Les avocats ont réaffirmé que plus que jamais, Jean-Philippe tenait à une ligne de défense politique tenant compte de ses prises de position sur le droit à l'autodétermination et la solidarité avec les réfugiés basques.

Jean-François Blanco a rappelé les nombreuses prises de position d'organisations politiques, syndicales et humanitaires à l'occasion des divers procès (devant l'Audiencia nacional et le tribunal suprême). Mais il a aussi regretté que pas mal d'entre elles se refusent à aller au-delà d'un simple constat moral et particulier sur le cas Casabonne, qui ne s'explique que dans un contexte de répression plus large ("le problème qui se pose pour ces gens, c'est d'admettre que ces procédés soient utilisés à l'encontre de tous les réfugiés et prisonniers politiques basques et de le refuser pour Jean-Philippe").

Ainsi, la dispersion des prisonniers politiques basques dans 90 prisons de l'Etat espagnol, Txemi Gorostiza a décrit la quasi-impossibilité dans laquelle se trouvent les avocats du collectif qui s'occupent des prisonniers politiques basques, d'assurer efficacement leur travail.

Pour ce qui est de l'imbroglie politico-judiciaire, on est aujourd'hui dans une situation d'impasse. Le 14 mars, le Tribunal constitutionnel a rejeté le recours qui avait été présenté en décembre dernier (1). Par ailleurs, on a appris que le Syndicat national des enseignants du secondaire (SNES) avait demandé "à la place" de Jean-Philippe une mesure d'"indulto" (par-

don) auprès des autorités espagnoles. Ceci ne remet pas en cause la ligne de défense de Jean-Philippe, puisqu'il ne se sent pas engagé par cette démarche (on sait qu'il a toujours refusé de demander une "grâce" car cela équivaldrait à reconnaître une culpabilité sur le plan juridique et à renier l'attitude politique qu'il a eu depuis le début).

Il ne reste plus donc que le tribunal européen. Quant à sa libération cela ne peut vraisemblablement pas à avoir d'incidence puisque il faut compter au minimum 2 ou 3 ans avant que cette juridiction se prononce. Aussi il n'y a pas de quoi se presser pour déposer un recours car les avocats disposent d'un délai de 6 mois à compter de la décision de rejet du tribunal constitutionnel espagnol. Le seul intérêt, qui fait qu'ils envisagent cette démarche, serait, à travers le cas Casabonne, que la Cour de justice européenne donne son avis sur la manière répressive qu'a choisi la justice espagnole vis-à-vis des prisonniers politiques basques.

En attendant il faudra continuer à maintenir la pression, en essayant (si possible) de surmonter (un peu mieux ?) les problèmes de coordination et d'incohérence politique qui n'ont pas manqué de se poser jusqu'à présent. Dans cet ordre d'idées, il faut s'attendre à ce que l'affaire Parot soit l'occasion d'un regain de l'intox, qui aura pour effet, entre autre, de perturber l'action de sensibilisation qui a déjà porté ses fruits. Des actions spectaculaires se poursuivent toujours (blocages de train à Limoges le mois dernier, à Pau pour les 1000 jours), mais le prochain rendez-vous à ne pas manquer sera pour les 3 ans de prison (début juillet). Malgré la période qui ne s'y prête guère, il faudra marquer le coup et plus on en parlera assez tôt, mieux cela pourra se préparer...

(1) le tribunal a notamment rejeté l'argumentation de la défense autour de l'interdiction de plaider dont a été victime Blanco, estimant que cette mesure n'était "pas déraisonnable"...



Une manifestation le samedi 7 avril d'AJIR (Association des jeunes d'Ipparalde contre la répression) a été dispersée avec violence par la police. Manifestation qui protestait contre la torture et en soutien à la lutte du peuple Basque.

Vivre libre

Nous présentons une association du sud de la France, qui, par ses activités sociales et culturelles, essaye de faire vivre un lieu collectif.

Comment est née l'association Vivre libre ?

Vivre libre s'est créée au mois de mai 1988, suite à un article paru dans "Paroles et Musiques" d'avril 88, dans lequel l'association "Frères des hommes" demandait à chaque ville de France d'organiser un concert contre les 40 ans de l'apartheid. Concert qui eu lieu à Figeac le 27 mai 1988.

Comment fonctionne Vivre libre ?

L'association est composée de membres actifs.

Quels sont ses buts ?

- humanitaire : défense et respect des droits de l'homme en France et dans le monde;
- social : lutte contre la précarité, le chômage, les abus dans différents domaines;
- culturels : animation diverses (expositions, spectacles);
- écologique : défense et respect de l'environnement.

Quelles sont ses ressources ?

- cotisation des membres; recettes des manifestations; ventes de matériel; subventions éventuelles.

Quels sont ses partenaires ?

- Mouvement anti-apartheid (MAA); Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP); SOS racisme; Frères des hommes; Amnesty international.

Prochains contacts : Peuples solidaires; Mouvement pour une action non-violente; Terre des hommes...

Actions menées par Vivre libre

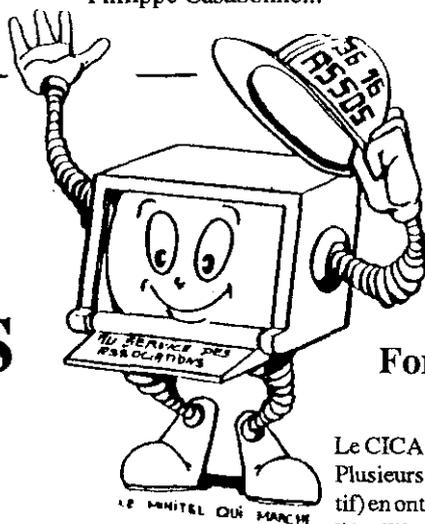
27/05/1988 : concert contre les 40 ans de l'apartheid; 18/07/1988 : gala pour les 70 ans de Mandela; 17/12/1988 : concert pour le 40e anniversaire de la Déclaration des droits de l'homme; 8/03/1989 : carnaval à Figeac, samedi 28 avril 1990 : concert pour les Droits de l'Homme, soutien à Jean-Philippe Casabonne...

JARASH



Jeunesse antiraciste pour l'amitié, la solidarité et l'hétérogénéité vient de sortir son bulletin. A se procurer à la MJC, rue de la prairie. 95310 Saint-Ouen l'Aumône. Activités régulières : mercredi de 14 h 30 à 18 h 30, le bar est ouvert. Musique et vidéos pour les plus petits. Dimanche de 14 h à 19 h, le bar est ouvert. Accueil des musiciens qui répètent à la MJC. Music et vidéos pour les plus grands. De 15 h à 19 h, le centre de documentation est ouvert. Les soirées JARASH (cabaret, fêtes, infos-débats) seront annoncées par affiches ou par courrier aux adhérents.

Tapez 3616 ASSOS



Rubriques :

Annuaire : Bottin non mondain des associations calquée sur le 11, mais plus complet. Possibilité de modifier ses permanences, tél.

Calendrier : Date et lieux des événements. Création et modification à partir d'un simple minitel.

Actualités : sommaire de journaux, nouveautés (ex : livres, lieux, objets, etc.) ou actualités des mouvements sociaux.

Fiches thématiques : informations diverses (bibliographies, cassettes, vies pratiques, etc.)

Messagerie : communication par boîte aux lettres. Questions/réponses des utilisateurs aux associations avec le forum.

Petites annonces : mise en service ultérieurement.

Associations : pages gérées par les associations, dans n'importe quelle rubrique.

0,98 F la minute
même tarif que 3615
C.I.C.A. B.P.1108
69202 LYON CEDEX 01

Fonctionnement :

Le CICA qui gère le serveur est une association sans but lucratif. Plusieurs personnes (ayant déjà eu une expérience en milieu associatif) en ont la charge (dont une personne employée à temps partiel dès l'équilibre financier atteint). Nous nous engageons à ne pas céder notre fichier d'adresses à des fins commerciales.

Le choix d'un tarif kiosque (0,98 F, identique à celui du 3615) est dû à l'important investissement financier (près de 100 000 F) sans subvention, plus qu'à un souhait de votre part. Les premiers mois risquant d'être fatals, soutenez-nous financièrement par vos dons afin de permettre le développement de notre initiative.

Nous ne privilégions aucune tendance mais nous ne voulons pas non plus être un ramassis "fourre-tout" de l'ensemble des associations existantes (plusieurs dizaines de milliers). Le serveur est un lieu interactif d'associations ou de groupes militants œuvrant dans une optique alternative et ne sera que le reflet des associations dans cette direction.

D'autres formes de coopération sont envisageables. Toutes corrections, remarques sont bien sûr les bienvenues.

CICA BP 1108 69202 Lyon cedex 01
CCP 2279 46 R Lyon

Serrons les poings et combattons !

Regarder le fascisme et le racisme s'installer sans agir et dire dans 20 ans on ne savait pas... Non ! l'Histoire ne doit pas se répéter ! Celui qui aujourd'hui ne réagit pas consent... Pas de place dans la société pour les discours et actes racistes ! Pas de place dans la société pour la misère et la ségrégation !

Nous reprenons dans ce qui suit l'Editorial du journal du Collectif libertaire Jussieu dans leur journal Noir. Que dire de plus !

Le mois de mars a vu une série d'actes racistes se succéder. Des meurtres à Roanne et à St Florentin, une agression à Grenoble contre une militante de SOS-Racisme, et plus récemment le 19 mars, à 21 h 30, des inconnus armés, à bord d'une voiture, ont ouvert le feu sur trois étudiantes maghrébines de la résidence universitaire (l'une d'elles étant blessée à l'épaule). Dans le pays dit des "droits de l'homme" on aurait pu s'attendre à des manifs massives contre tous ces actes, ou alors à des condamnations exemplaires. Mais rien de tout cela, bien au contraire : après les "condamnations avec sursis des deux flics qui ont assassiné Malik Oussekine, la justice (vous avez dit la justice ?) a acquitté l'assassin de Saad Saoudi - A quand la médaille ou la prime ? La population ne s'est pas déplacée pour manifester (mais où sont passés les antiracistes et/ou antifascistes d'antan ?).

Le travail d'intoxication de Le Pen commence à prendre dans les consciences; n'était-ce pas son slogan : "Le Pen dit tout haut ce que les français (racistes) pensent tout bas", et bien changeons le en : "les fascistes font tout haut ce que Le Pen pense tout bas". Plus que jamais le fascisme s'installe, s'institutionnalise, les graines de racisme poussent et se multiplient, alors pour tous ceux qui n'ont pas encore réagi, il est plus que temps d'agir.



Le Mans : l'AF en déroute

La soirée du 07/03 fut assez agitée au palais des Congrès du Mans qui accueillait gracieusement le meeting annuel de l'Action Française. Au programme : les responsables lycéens et étudiants de l'AF et Guy Steinbach, le responsable national du mouvement. Manque de chance, on y était aussi ! On, c'est-à-dire, des membres de la JCR, LCR, de la FA, de la CLEA, de LO et surtout des "inorganisés" antifascistes et alternatifs. La semaine précédente avait lieu une réunion en toute discrétion du FN avec Mégret et Lehideux, réunion annoncée uniquement par la presse le jour même. A cette occasion, nous avons pu constater une fois de plus les bonnes relations qu'entretiennent l'AF et le FN sur le Le Mans. En fait, nous savons que la plupart des royalistes ont leur carte du FN. Pour nous, la réunion avait pour but de restructurer le FN. Il faut savoir que sur Le Mans, le FN fait moins de 4% des voix et qu'ils ont eu de grosses difficultés à trouver 52 personnes pour constituer une liste aux municipales. Dans la même période, on voyait sur tous les murs du Mans des bombages nazis (extrême France, 4ème reich) décorés de croix gammées, de fleurs de lys, de Vire le roi, et du signe PNFE. Ajoutez à tout ceci l'activisme de l'AF et on comprend pourquoi plus d'une centaine de personnes s'était donné rendez-vous une demi-heure avant le meeting de l'AF. La première action a été de leur faucher un sac contenant une dizaine de manches de pioche et de matraques. Cet événement n'a pas servi à calmer les esprits. Après quelques discussions plutôt vives et devant le rapport de forces (les royalistes n'étaient qu'une trentaine, beaucoup ayant fait demi-tour en voyant les manifestants et les flics) nous sommes allés à l'entrée de la salle, histoire d'agrémenter le meeting de slogans antifascistes. Face à notre pression les royalistes sont partis précipitamment par la sortie de secours, annulant du même coup leur réunion. Les quelques royalistes qui n'avaient pas pu ou pas voulu s'enfuir se sont fait protéger par la police de la république (quelle honte pour des

gens qui fustigent régulièrement la démocratie !), histoire de pouvoir quitter ces lieux où ils n'étaient plus vraiment en sécurité. La soirée aurait pu s'arrêter là mais il n'en fut rien, et ce qui va suivre n'a jamais été relaté par la presse et pour cause. Des membres de la CLEA mancelle qui rentraient chez eux se sont attardés dans un quartier de bars nocturnes et discutaient. C'est alors que surgit une bande de 5 ou 6 personnes qui étaient en fait du FN. Ceux-ci en nous voyant, rentrèrent discrètement dans un café et ressortirent plus nombreux (une dizaine) et nous encerclèrent. Ils se mirent à nous insulter très violemment (vermines, pourritures gauchistes), parlant de nettoyage, et à nous accuser de violences dont ils auraient été victimes. Imaginez notre stupeur, nous qui n'avions pas appelé à la violence ! Ceci est d'autant plus surprenant que le FN et l'AF ont toujours déclaré être deux organisations très distinctes. D'ailleurs, le FN nous avait dit être là "en observateur". C'est alors que sans raison aucune, ils sortirent des matraques et empoignèrent deux copains qu'ils tabassèrent. Il est à noter que ces deux personnes n'ont pas de blessures graves. Parmi les personnes présentes, il y avait Bondoux, (complètement hystérique), responsable de l'AF et du FN et Barlemont (le plus virulent et le plus violent), lui aussi du FN. Il faut savoir que ces deux individus étaient tête de liste aux municipales.

Depuis ces événements, les agressions se multiplient à l'égard de beaux ou d'antifascistes isolés. L'AF se venge de la mauvaise soirée qu'elle a passée. Cependant, on sait que certains militants royalistes ont été traumatisés par la violence plus psychologique que physique de la soirée du 7/03. Résultat, l'AF ne milite plus actuellement et le responsable étudiant du Mans a décidé de quitter la ville l'année prochaine. Si le cas de l'AF semble réglé, il reste celui du FN qui semble reprendre du poil de la bête surtout avec la chute du PCF, mais ceci, c'est une autre histoire...

Corresp. Le Mans

1er mai : boutons les fachos hors de la planète !

Depuis plusieurs années, le *Front nazional* et ses sbires occupent le pavé le premier mai pour célébrer la fête Jeanne d'Arc. Le 1er mai, à l'origine fête des travailleurs en lutte, est successivement devenue fête du travail, sorte de Saint Stakanov où la lutte contre l'exploitation et le travail ont été remplacés par une lutte pour le travail et sa glorification. Il n'est donc pas étonnant que l'opportunité est été également récupérée par le FN et les enfants du *Travail Famille Patrie* pour occuper encore plus de terrain. Cette commémoration de Jeanne d'Arc est révélatrice de la volonté du FN d'assimiler les étrangers à des envahisseurs qu'il faudrait chasser par tous les moyens. Cette manifestation ne fait que renforcer leur délire raciste, fasciste et nationaliste.

Avant la gauche avait déjà sournoisement des pratiques anti-immigrés et d'exclusion. Aujourd'hui, avec la banalisation du phénomène, elle ose tenir ouvertement le même discours que le FN et la Droite. Que penser lorsque Mitterant et Rocard défendent le seuil de tolérance pour l'immigration, et que le maire communiste de Clichy-sous-Bois comprend son collègue raciste de Montfermeil ?!!! Déjà, le gouvernement se veut le champion de la chasse à l'immigré clandestin, bouc émissaire de tous les maux, et qui est ainsi désigné à la vindicte populaire. Aujourd'hui le pouvoir multiplie et systématise les contrôles au faciès et les expulsions. Demain, pourquoi pas de nouveaux Charter à la Pasqua pour le Mali???? Toute cette dérive n'est en fait que le révélateur d'une évolution plus générale de la société, vers le développement de la pacification sociale et des pratiques sécuritaires dont le FN est le bénéficiaire, avant d'en être un des moteurs. Dans le spectacle de la politique, son rôle d'épouvantail sert autant de repoussoir électoral que de prétexte à l'apparition de discours et de pratiques de plus en plus sécuritaires de la part de l'Etat, du patronnat, de la société civile, etc... Ceci afin de pouvoir mieux mater toute tentative de rébellion contre l'ordre social et l'exploitation sur laquelle il se base. L'intoxication médiatique sur l'insécurité, amplifiée par l'ensemble de partis politique, conduit entre autre à :

- La mise en place à Lille, Lyon et Paris, de brigades de surveillance dans le métro, dont la véritable mission est un nettoyage social : chasse aux taggeurs, aux musiciens non homologués et au "sans domicile fixe".

- L'ilotage des cités

- La légitimation par la justice de toutes les bavures des chiens de garde du pouvoir et du fric (voir la peine dérisoire infligée aux assassins de Malik Oussekin).

- La multiplication des crimes racistes

Ne laissons plus le Premier mai aux mains des fascistes, des adeptes de la politique sécuritaire et aux fossoyeurs des luttes sociales !

**CONTRE LE TRAVAIL FAMILLE PATRIE
CONTRE LA BANALISATION DU FRONT NATIONAL
CONTRE LES PRATIQUES SECURITAIRES
ET LIBERTICIDES**

**CONTRE LA PACIFICATION SOCIALE ET LES EXCLUSIONS
CONTRE LE RACISME, LE FASCISME, LE NATIONALISME
POUR POUVOIR CIRCULER LIBREMENT DANS LES RUES
ET LES QUARTIERS SANS LA MENACE
DES FLICS ET DES FASCISTES**

**POUR VIVRE COLLECTIVEMENT ET SOLIDAIREMENT
DANS UN UNIVERS MULTICULTUREL**

MANIFESTONS LE PREMIER MAI 1990

13 H. Métro censier Daubenton

A l'appel de la coordination nationale antifasciste (CNAF).

Caen : ambiance malsaine

En cet fin du mois de mars, les affiches fascistes fleurissent. Du PNFE ("France d'abord, blanche toujours") en passant par le FNJ, l'activisme fasciste n'a pas de cesse. Jusqu'ici les fascistes avaient assez peu agressifs, mais ces derniers temps, les agressions verbales et physiques se multiplient. Nous devons organiser la résistance...

Corresp. Caen

Rouen : Ensemble ! Chassons l'extrême droite de nos lieux de vie !

Depuis plusieurs numéros, nous vous parlons de l'activité du Scalp de Rouen confronté à l'AF et à la police. Une fois encore le 30 mars, le Scalp a subi la répression policière lorsqu'ils s'opposait aux menées fascistes. Alors que le Scalp manifestait contre la vente du journal de l'AF (une vingtaine de membres aidés par d'autres groupuscules), les policiers firent une descente, quadrillant tout le quartier. Plusieurs copains furent arrêtés, dont l'un mis à terre par un chien policier lâché par un CRS "Bouffe-le ! bouffe-le !" Trois sont repartis menottes aux poings, et ont été embarqués et interrogés à l'hôtel de police. Pendant ce temps, les fascistes ont pu reprendre la vente de leur journal hurlant de plus belle. Police ? Justice ? De quel côté ?

Corresp. Rouen

Lyon : Noir nettoie

Michel Noir voulait une exposition propre. Pas question qu'en face d'Eurexpo, foire économique où se retrouve tout le gratin industriel de la région et de l'Europe, se trouve un campement de nomades, fort de 150 familles. Alors, dehors... A cette même foire, Gollnisch voulait inviter Schoenüber (ancien SS)... Lui les camps, il connaît...

Corresp. Lyon

Adolf mon amour !

La société vidéo-Gobelins offre un choix infini de K 7 vidéos de tous genres, des grands classiques du cinéma français aux opéras filmées, des meilleurs films fantastiques aux westerns mythiques, de l'intégrale de Jean Gabin à celle de Walt Disney, du karaté au porno... Un catalogue est publié dans plusieurs revues télé ou vidéo. Pourquoi parler de Vidéo-Gobelins ? Parce que parmi les rubriques de ce catalogue figure une jolie merde : «Le choc du sadisme». Dans cette sélection K 7 vidéo, on trouve des titres évocants et pleins de promesses pour les dégénérés de la braguette «Fureur SS», «Nuits chaudes de la gestapo», «Holocauste nazi», «Lili Marlen» (de Fassisbinder, que vient foutre ce film là-dedans ?), «Dernière orgie du III Reich», «Zombie Lake» (film d'épouvante classique, là encore que fait-il ici ?) «Hôtel spécial pour SS», etc. Le plus bizarre, c'est «Hitler, une carrière», film très controversé puisque la question du génocide juif et tzigane est gentiment évincée de ce portrait historique du Führer, qui côtoie les films sado-pornos dans cette rubrique. A quand un minitel rose (ou vert-de-gris) 36-15 taper SS ? Cette rubrique «Choc du sadisme» est coincée entre «Jacques Brel, ses films» et «le bébé schow, les K 7», donc vise à trouver un large public. Décidément, le «point de détail» fait son chemin ! Amis cinéphiles et vidéophiles qui n'êtes par persuadés qu'Auschwitz était un Eros-center ou Treblinka le paradis des plaisirs, boycotter Vidéo-Gobelins !

Le danger fasciste en RDA :

Chimère ou réalité?

Dans la nuit du 27 au 28 décembre 1989, le monument soviétique aux victimes de la guerre, dans le quartier de Trépow a été bombardé de paroles nationalistes et antisoviétiques. L'URSS y a été décrite comme la grande prison des peuples, un appel au combat de libération nationale et à la communauté nationale plutôt qu'à la lutte des classes y figurait.

Le 3 janvier 1990, le SD/PDS, le comité de résistance antifasciste, le FDJ (organisation des jeunes communistes) et des groupes Trotskystes appelaient à une grande manifestation au même endroit. Les lanceurs de l'appel mais aussi des représentants du NDPD (Parti national démocratique allemand) et du LDPD (Parti libéral démocratique allemand) prirent la parole. Quoiqu'un front uni contre la droite fût encore exigé par la voix de nombreux manifestants, les représentants du mouvement antifasciste autonome se sont vu, par exemple, refusé le droit à la parole. L'attention fut attirée sur le danger de la droite en RDA, les graffitis désapprouvés, et on insista pour dire qu'il ne fallait pas laisser de place aux Républicains et autres nazis.

Aucun des orateurs n'aborda le problème de la xénophobie ou du racisme largement répandu chez les allemands de l'Est, ni celui des raisons de l'amplification du mouvement pour la réunification, et les possibilités d'influence qui trouvent les fascistes.

À côté des appels au Front unitaire furent aussi scandés les éternels «Nazis dehors» et «Protection de la constitution». La méfiance, que justement l'apparat de la détestée Stasi s'établit avec le rapide établissement d'un office de défense de la constitution et que le SED/PDS qui mène sa campagne sur le thème de l'antifascisme soit tenté par le fascisme pour rester au pouvoir par tous les moyens, cette méfiance s'étend à tous les groupes d'oppositions, même la gauche. Aussi ceux-ci forment-ils des groupes antifascistes renforcés et reconnaissent même le danger. Aux côtés de beaucoup de groupes autonomes et indépendants des partis participent surtout à ce travail la gauche uni, et suivant les régions, Nouveau Forum. Au contraire de la propagande électorale du SPD qui s'emploie à

se mettre à la tête du mouvement nationaliste.

Durant les années précédentes, le SED prétendait qu'il n'y avait pas de danger fasciste, ce qui a aussi été reconnu comme une faute par les orateurs, et aujourd'hui, ce danger est rattaché à quelques graffitis. Du coup, beaucoup de personnes l'ont remarqué en RDA, et ce sont ceux qui ont dévasté le cimetière soviétique de Gera s'avère n'être que des lycéens inconnus, cela sera interprété par beaucoup comme une chimère du SED/PSD. Tous les médias, occidentaux en tête, ont cherché partout des nazis en RDA après cette manifestation, mais aucun ne put (voulu) en découvrir. Seul les médias britanniques ont rendu compte en détail du danger de la droite dans leurs articles.

REGARDS DERRIÈRES LE MUR.

Nous nous sommes mis à rechercher plus activement en RDA, à discuter avec des autonomes et des mouvements antifascistes indépendants du SED, et essayer de mieux cerner ce danger.

C'est un fait que le nombre des organisations fascistes en faveur des relations avec la RFA est peu élevé. Cependant, il y a dans presque chaque ville, des groupes actifs de fascistes, organisés et conspirateurs. Ceci a été confirmé par Klaus B. qui vit maintenant en Bavière comme réfugié politique, car recherché en RDA en tant qu'instigateur nazi. Grâce à de bons contacts avec la police populaire de RDA, il aurait bénéficié d'un sursis d'arrestation et se serait enfui. D'après ses informations, les nazis sont organisés en groupes de 7 à 10 personnes, ils y auraient plusieurs groupes dans les grandes villes, tenus en contacts par un chef de groupes. La Stasi les aurait toujours tenus en paix, car ils n'ont jamais eut d'apparition publique. L'existence de tels groupes, qui encore début janvier se manifestaient rarement ouvertement, nous fut confirmée par des groupes antifascistes, de même que leur développement et leur recrudescence actuelle.

Il n'est pas surprenant que la presse occidentale dans sa majorité, fut déçue dans sa

recherche de nazi, défilant martialement en uniforme, et de constater que les skins bien que violents et racistes, n'étaient cependant pas des cadres national-socialistes. Ce ne sont généralement que «de simples soldats» dont la pensée est orientée à droite et qui sont ouvertement violents contre la gauche, les étrangers, les homosexuels. Ce mouvement Skin se développe en RDA comme ici.

Les nazis de RDA reçoivent une aide massive de l'Ouest. Ce sont (tonnes de matériels de propagande qui ont été saisis à la frontière, et 50 Kg de matériel de propagande Républicains dans la région de Bandebourg.

Ces républicains ont déjà fondé 15 groupes régionaux, et trouvent un certain écho parmi les citoyens Est-allemands. Le mouvement de libération, pour la consommation et la nation se développe à très grande vitesse.

15000 personnes ont participé à la manifestation de Lundi dernier à Leipzig. Le mot d'ordre principal était, comme dans de nombreuses autres villes, «Allemagne, patrie unique», les banderoles exigeaient le retour aux frontières de 1937. Parmi les manifestants, défilaient des groupes de nazis armés qui essayaient de faire monter la tension, et criaient des slogans tels que : «Notre patrie, c'est le 4 Reich». En raison de cette atmosphère, Nouveau Forum a rejeté le patronnage de la manif, puisque tout ce qui n'était pas pour l'Allemagne était hué. En abandonnant ce patronnage, la droite et les nazis se mettent encore plus en avant.

Les quelques opposants à la réunification qui étaient encore dans la rue le lundi soir prenaient des risques. Une cinquantaine fût injuriée par des manifestants furieux, et dénoncée comme des «Enfants de la Stasi». Qu'ils aient été persécutés par la Stasi, et qu'ils furent les premiers à participer aux manifestations, lorsque cela était encore interdit, ne semblait pas gêner la foule.

Après des visites rapides effectuées à «l'Ouest libre», ils veulent finalement plus de consommation, et la société qui corres-

pond à ce désir est la RFA. Ils ne veulent plus d'expérience, mais l'Anschluss avec l'Ouest. Les gens qui criaient «Allemagne, patrie unie» ne sont pas tous des nationalistes convaincus, encore moins des fascistes. Il veulent une «solution simple», et rapidement.

A cela s'ajoute cependant un racisme bien répandu contre les Polonais, Vietnamiens, Cubains.... Depuis que les nouvelles lois du gouvernement Modrow sont passées, lois qui interdisent aux non-allemand de l'Est d'acheter des marchandises du secteur subventionné, beaucoup de Vietnamiens, Polonais, et autres ne savent plus s'ils pourront continuer à acheter des marchandises. D'après les témoignages, ils sont à la merci des vendeurs qui leur opposent illégalement un refus de vente.

Dans les nombreuses discussions avec les Allemands de l'Est, le racisme apparaît de plus en plus clairement. Ils prétendent que les étrangers sont toujours favorisés, et dénoncent les achats de ravitaillement des voisins polonais. Présent depuis longtemps, un racisme généralisé déferle sur la RDA.

Dans l'ambiance actuelle (mi-janvier) les tracts des Républicains, leurs auto-colants et affiches trouvent de plus en plus preneurs. Des comités de défense pour la réunification, comme par exemple «la Bürgermahe Volksvertretung Geintes Deutschland» (représentation populaire pour les intérêts du citoyen allemand unifié) de Leipzig se créent.

Ils demandent une Allemagne neutre dans la maison européenne. ce genre d'appel ressemble à ceux des comités de défense pour «la protection de la vie», «l'identité nationale» etc..., qui devinrent en RFA et à Berlin Ouest, les groupe locaux des Républicains.

LEIPZIG : LA MECQUE DU CAMPS NATIONAL.

Puisque tous ceux qui mènent une politique pangermanique font acte de présence à Leipzig, de la *Junger union* à la *CDU*, dont le groupe nord s'est donné le surnom de «*Meklenburg-Vorpommern*» (Pommern se trouve en Pologne...), les militants fascistes ne doivent pas manquer. Les *Wiking jungend* (jeunesse viking) de RFA ont diffusés des tracts avec l'hymne national allemand complet, alors qu'il est légalement amputé de sa fin, considérée

comme xénophobe.

Le credo en Allemagne, ne semble toucher les nazis pour la première fois que pour se faire connaître, aussi partent-ils de l'opinion de la masse. Des militants d'autres organisations fascistes viennent de plus en plus souvent distribuer des tracts, surtout dans les villes du sud de la RDA. On y retrouve la *FAP*, le *Nationalistisch Front*, le *NPD* et les *Patrioten für Deutschland*. Ils sont présents depuis des années pour nouer des contacts, et dans le contexte actuels, ils peuvent continuer en toute tranquillité.

LES RÉPUBLICAINS GAGNANTS.

«Nous sommes les authentiques, les autres sont des faux» tonnaît Schönhuber lors du congrès national des *REP* à Rosenheim, tandis que Kohl disait que la réunification n'était pas à l'ordre du jour. Sous le slogan «l'Allemagne, patrie réunifiées» un ex-Waffen SS peut encore prétendre qu'il y a un fort potentiel pour les *REP* en RDA comme en RFA. Des contacts avec les communautés allemandes de tchécoslovaquie et de Roumanie seraient déjà établis. De plus, les *REP* tablent à l'Ouest et à l'Est sur le thème du «problème étranger» puisque, «le peuple de RDA [refuse] l'importation de main d'œuvre asiatique et africaine». En outre, Hans Rudolf GUT-BRODT, représentant des *REP* de l'Alle-

magne centrale» annonçait la création d'un groupe de plusieurs milliers de membres pour la mi-février, et exige une Allemagne dans les frontières de 1937. Ils estimaient le potentiel des *REP* en RDA à 20-30%. Un jour au paravant, le *Bild-Zeitung* [l'équivalent du *Parisien*] avait importuné ce constructeur de serrures pour machines habitant à Parchim (RDA) et l'avait désigné comme agent de la Stasi!

DERNIÈRE MINUTE

Nous apprenons que Vendredi 20 avril, pour fêter le 101^e anniversaire de la naissance d'Hitler, 300 néo-nazis allemands Est et Ouest ont manifesté à Berlin. Ils ont ratonné près d'Alexander Platz. Plus d'une dizaine de blessés graves. Des camarades allemands de passage à Paris nous ont fait part de leur inquiétude grandissante face à la montée de l'extrême droite, notamment à Berlin, où les skins n'hésitent plus à s'en prendre à la communauté turque. L'Antifa de Berlin pourtant très forte, a du mal à trouver des réponses appropriées. Le syndrome Le Pen et le désarroi qui existe en France n'est-il pas en train de se répéter dans une moindre mesure en Allemagne? Espérons que non !



En prison, la dignité c'est la révolte

Plus de trois millions de chômeurs officiels, plus de trois millions de travailleurs précaires, vivant épisodiquement de petits boulots rémunérés largement au dessous du SMIC. Combien de gens exclus du partage des biens nécessaires à une vie décente matériellement et humainement.

Que sociologues ou ministres, de droite comme de gauche, affirment avec force que la délinquance n'est pas liée à ce système d'exclusion, est chose normale : c'est leur rôle de camoufler que leur gestion sociale produit, par ricochet, cette délinquance qu'ils prétendent combattre.

Nous, notre rôle est de rétablir la vérité. Si tous les déshérités ne passent pas par la prison, nous savons que la quasi totalité des détenu-e-s est issue, produite par ce terreau là et non par une quelconque pathologie criminelle. Plutôt qu'un long discours, la courbe comparée des taux de chômage et d'incarcération démontre, à qui en douterait, cette réalité.

taux de chômage sur population active	1974 4	1981 7,4	1985 10,2	1988 10
taux de détention pour 10.000 habitants	1974 4	1981 7,2	1985 7,8	1988 8,8

Procès des mutins de Saint Maur

le 23, 24 et 25 avril à Chateauroux

Ne manquez pas d'écouter Radio libertaire (89,4 FM) les 23, 24 et 25 avril de 14 h à 21 h.

Radio Libertaire sera un lieu de contre-information et de coordination des différentes initiatives de soutien intérieures et extérieures. Pour les parents et ami-e-s vous pouvez aussi appeler la radio au 42 62 90 51, afin de communiquer toute information sur l'état des mouvements de soutien en cours dans les différentes prisons. Un compte-rendu journalier du procès sera fait en début de soirée.

Collectif de soutien aux mutins de Saint Maur : APAD - CAIC - Parloir libre - Ras les murs. 29, rue Stéphenson 75018 Paris. Soutien financier compte n 2402810 F.

Le mouvement va en s'amplifiant. Certains parlent de crise, donc d'un malaise passager. Or, cette situation s'installe pour durer. La construction de 13.000 places de prison supplémentaires est là pour nous expliquer qu'elle sera la réponse de l'Etat en la matière.

Au delà des chiffres, quelques exemples concrets :

deux adolescents tucistes s'installent dans un pavillon vide pour cause de spéculation : 4 mois ferme	série d'incendies criminels dans l'Est parisien pour cause de spéculation : les criminels courent toujours.
franchissement irrégulier de la frontière : trois mois ferme des années de prison distribuées quotidiennement aux petits dealers	alors que les empires financiers se bâtissent à l'abri de paradis fiscaux
c'est 9 mois de grâce accordés aux détenu-e-s en juillet 1989	quand la classe politique toute entière s'autoamnistie pour le financement des partis politiques
perpétuité pour un hold up de 500 F avec un pistolet d'alarme (Alain Smain Lateur)	Michel Droit : non lieu les frères Chaumet : non jugés - laissés en liberté Christian Nucci (affaire du Carrefour du développement) : non lieu
un travailleur de Peugeot emprunte un fer à souder, il passe devant les tribunaux et est licencié	un flic assassin retrouvera son poste après une suspension de salaire
25 000 détenu-e-s en préventive, parfois pendant des années	Jean-Claude Marin qui a assassiné un jeune maghrébin de 5 balles dans le dos à Marseille (mars 1990) est laissé en liberté par le juge d'instruction chargée de l'affaire qui déclare : "son maintien en détention n'était pas nécessaire pour la manifestation de la vérité".

Les mutations industrielles et technologiques font que nul prolétaire n'est garanti de pouvoir échapper à l'engrenage de l'exclusion et de la délinquance. A Douai, la prison s'est remplie tout d'un coup d'ouvriers incarcérés pour fait de grève, rébellion à agent, vol alimentaire.

La prison est l'aboutissement le plus terrible des mécanismes d'exclusion. Une machine à briser ceux (celles) qui enfreignent les lois et à terrifier tous ceux qui ont de bonnes raisons de remettre en cause leur place dans la société.

Association des parents et ami-e-s de détenus.

Asile : problématique de l'ouverture ?

Il s'agit de proposer quelques idées qui pourront amener de l'eau au moulin de l'ouverture des frontières. Actuellement l'étranger qui cherche à s'établir en France doit passer sous les fourches caudales de l'administration française pour obtenir une autorisation de travail. Ensuite, il a droit au séjour. Après avoir travaillé un certain temps, il peut avoir accès à la solidarité, en cas de difficultés, à l'instar des nationaux. Après un certain nombre d'années de présence sur le territoire, il peut demander à être naturalisé.

Le droit à la solidarité est dépendant du droit au travail, comme le droit au séjour. La présence de l'étranger est donc complètement dépendante du patronat et du marché de l'emploi.

Le schéma "progressite" pour lequel nous devons nous battre est le suivant : droit au séjour et droit à la solidarité pour tous indépendamment de l'accès au marché du travail.

Le marché du travail est dualiste : d'un côté l'on perçoit de plus en plus une forte de-

mande de main-d'œuvre très qualifiée. Des secteurs comme le bâtiment, la métallurgie, la plasturgie, l'informatique industrielle, les carrières commerciales sont déficitaires en emploi qualifiés. Par contre, le marché du travail est saturé en ce qui concerne les emplois peu qualifiés. Le Capital a effectué sa restructuration et les secteurs qui traditionnellement nécessitaient une main-d'œuvre pléthorique ont subi un fort dégraissage.

Le patronat français fait toujours jouer, quoiqu'on en dise, la préférence nationale pour ce qui est de l'embauche. De plus, l'ambiance lepénienne à tendance à renforcer cette situation (sans parler des cercles de commerçants et d'artisans qui affirment et mettent déjà la ségrégation en place dans la travail). Ce n'est donc pas de ce côté qu'il faille attendre une plus grande égalité.

Le niveau de solidarité qu'est capable d'atteindre une société est dépendant de la richesse de cette société, de la répartition de cette richesse, et du niveau d'altruisme, qui dépend beaucoup de l'histoire de l'ac-

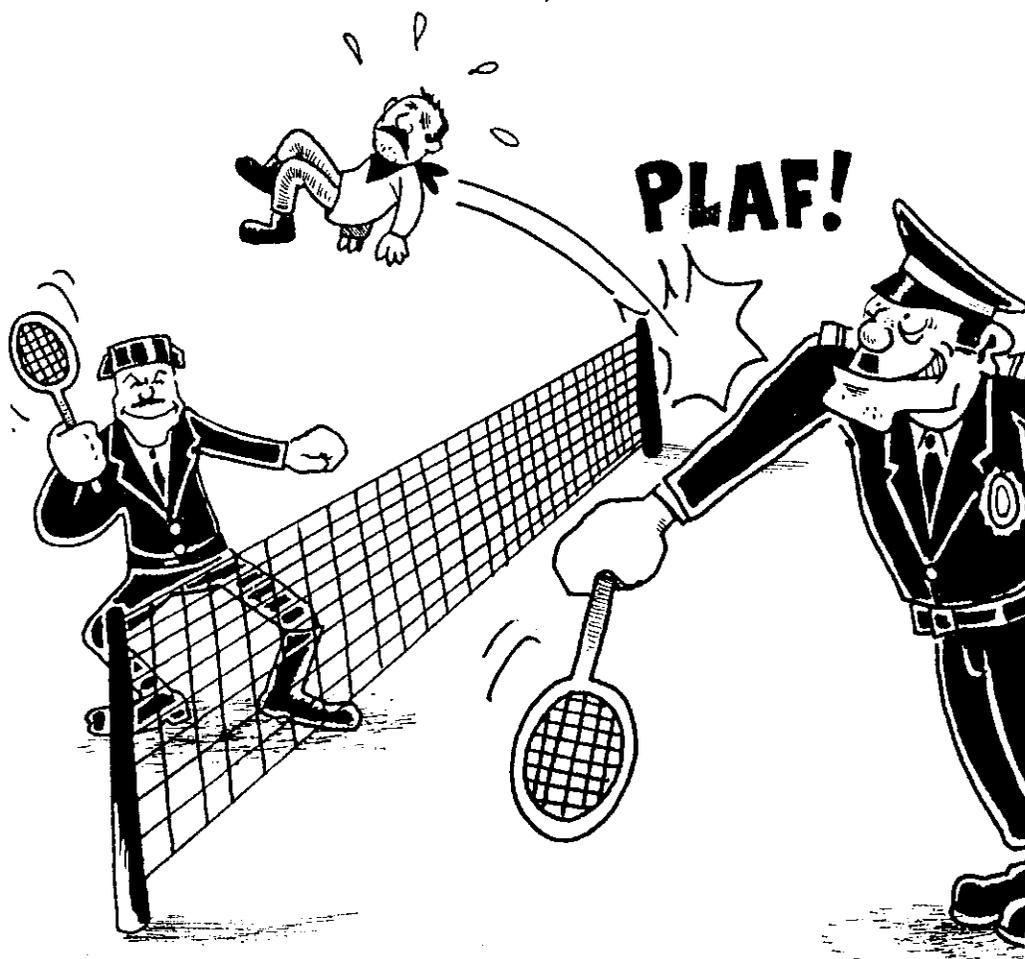
quisition de la richesse. On peut penser, et non sans raisons, que le culte de la marchandise fait beaucoup dans l'individualisme, fléau de nos sociétés dites libérales avancées.

Les luttes sociales dans ce pays, si elles n'ont pas débouché sur un monde meilleur, ont permis la création d'institutions de solidarité qui font qu'il est difficile, heureusement, de mourir de faim.

La redistribution sociale est surtout supportée par le salariat qui voient ses revenus stagner alors que la machine économique est répartie comme jamais. De toutes manières le revenu global issu du salariat est limité par le vieillissement de la population active.

Par contre les revenus du Capital sont en constante augmentation. Il s'agit donc d'affirmer plus que jamais la nécessité que les frais de la solidarité soient partagés de manière plus équitable. Et ce, malgré les risques de fuites de capitaux et de cerveaux. Il serait temps aussi que des choix soient faits en matière de budget, qu'on en finisse avec les productions antisociales comme l'armement, le nucléaire, la publicité, l'appareil de répression.

Et pour cela, il ne s'agit pas d'attendre que les dirigeants technocratiques de nos pays prennent des décisions sans avoir consulté qui que ce soit comme c'est la mode actuellement (voir comment se prennent les décisions au niveau européen, Shengen, Trevi et compagnie). La nécessité du débat ici et maintenant est d'autant plus importante que le repli sur soi se renforce dans toute l'Europe. Se battre pour une citoyenneté pleine et entière pour tous, reste la seule chance de contrer les rêves des chemises brunes et de défilés martiaux de nombre de dictatures en herbe de par l'Europe.



Etrangers en Europe : quelles perspectives ?

Journées de formation juridique et politique. Analyse des systèmes qui régissent l'entrée et le séjour des étrangers sur le territoire européen
- quelles perspectives d'évolution ?
- quels enjeux ? (état des travaux du groupe de Shengen)

Judi 10 mai et vendredi 11 mai de 9 h 30 à 16 heures.

Renseignements CIMADE - 80 rue du 8 mai 1945 - 91300 Massy

Rock Eguna

Le 24 février se déroulait du côté de Bayonne, au Pays Basque, le Rock Eguna avec les groupes Beurk's Band, Tijuana in blue et Izan. Ce festival, à l'initiative du collectif Patxa, fêtait ses 4 ans d'existence. Après que celui-ci se soit déroulé dans plusieurs autres villes (Arcangues, Bayonne, etc), c'est au tour d'Espelettette, cette fois-ci, d'accueillir les "hordes" agitées.

Cette manifestation, clôturait les "Borroka Egunak" (journées de lutte avec un débat par jour) qui avaient démarrées le 13 février.

Les festivités débutèrent vers 16 h avec des tables de presse, et des rencontres entre divers collectifs radicaux français (Reflex, Courant alternatif, CPR, etc.) et Basques (Patxa, Resist, Porrot, etc.). Au cours de la journée, un peintre/graphiste réalisait une immense fresque, à l'extérieur de la salle.

A la tombée de la nuit, un film-document sur les diverses luttes en Ipparalde (Pays Basque Nord) a été projeté, qui sensibilisa et retint l'attention d'un certain nombre de personnes sur les problèmes basques (répression, etc.). Enfin, un spectacle de marionnettes précédait le début du concert.

L'heure fatidique arriva avec l'entrée en scène des Tijuana in blue qui nous distillèrent un punk rock endiablé porté par les voix rageuses de leur deux chanteurs. Les gens arrivèrent de plus en plus nombreux si bien que lorsque les Beurk's band

jouèrent, la salle était quasiment pleine (+ de 1000 entrées payantes). Le groupe parisien nous gratifia d'un très bon concert aux rythmes de leur rub/dub/ska/reggae effréné. Izan clôtura le spectacle. Ils firent bon nombre de reprise de divers groupes basques (notamment Kortatu). Ce qui fit chaud au cœur à plus d'un-e. Le public était venu de partout, Bordeaux, Toulouse, Pays Basque... afin de manifester leur soutien.

Le lendemain, un repas-fête spectacle était organisé à Arbona. Ce que l'on peut retenir (entre autre) de cette journée, c'est la bonne organisation de Patxa qui durant plus de 10 jours a assuré les débats, pièces de théâtre... sans aucun problème, mais aussi l'initiative de concilier rock et prises de positions claires sur différents thèmes. Rock Eguna a réussi à démontré que sur des bases rock/culture classique on pouvait autre chose qu'un simple concert anonyme, sans âme et aussi et ça de façon autonome, qu'il était possible de s'organiser collectivement, afin de proposer autre chose, une "autre culture" que celle qu'on essaye de nous imposer, et ne serait plus axé sur le fric mais sur la vie de tous les jours. Un concert c'est avant tout un lieu de rencontres, d'échanges d'expériences vécues et non pas un bourrage de crâne médiatique.

L'exemple est donné, à vous de jouer !

Stéph

Concert

Nagasaki punk/rock de Rennes

**Citizen Fish (ex culture shock)
(punk/reggae/ska d'Angleterre)
Dezterter punk/HC de Pologne**

**Le samedi 28 avril
dès 19 h 30 pour 50 F.
à la salle du Petit théâtre des
Louvrais
à Pontoise**

**Concert-débat
les samedi 16 et 17 juin**

**au 14 rue de Nanteuil
75015 Paris**

Débat sur la contre-culture

**avec
Désert Culturel (16 juin)
Ben Barka (17 juin)
Laid Théardier (17 juin)**

entrée 25 F

Rencontres transnationales pour l'autonomie

Dans le cadre des rencontres pour l'autonomie, nous organisons un forum intitulé "Culture antagoniste et réappropriation des espaces sociaux". La question des espaces sociaux, de la culture antagoniste et des pratiques alternatives nous semble au cœur de la dynamique de la période actuelle. Libérer nos vies de l'obligation du travail, de la dictature des rapports marchands, passe par la réappropriation des logements, d'espaces de socialisation et par l'ébauche d'autres pratiques de vie et de lutte.

Nous proposons d'aborder un certain nombre de points :

- la scène alternative et sa crise. Causes et possibilités de constituer un mouvement alternatif: le réseau des fanzines et la diffusion de la culture antagoniste; culture antagoniste : tentative de définition; squatts, centres sociaux, le modèle italien et les expériences françaises; la gratuité contre la marchandisation de la culture alternative; etc.

Nous comptons très vivement sur votre présence au débat.

Le forum se tiendra à 17 h le samedi 28 avril à l'AGECA, 177 rue de Charonne, 75020 Paris.

Fête sans contrôle

**Pour la gratuité - pour la réappropriation
des espaces sociaux**

Lundi 30 avril de 18 heures à l'aube

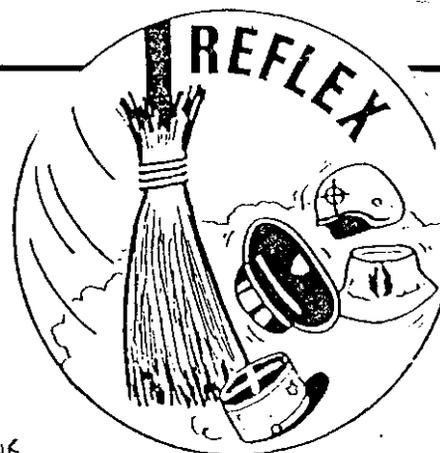


**Dezterter
Laid Théardier
Washington dead cats
Département E
Neurones en folie
Dirty district
Les Kamioners du suicide
Ben Barka**

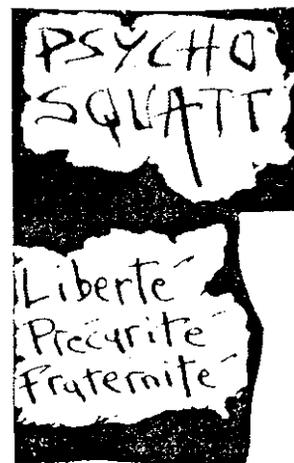
CAES, 1, rue E. Bonte 91130 Ris-Orangis. 15 minutes de Paris
RER Gare d'Austerlitz (changer à Juvisy). Train Gare de Lyon
direct. Autoroute A 6, sortie Orly, puis RN 7 jusqu'à Ris-Orangis
Entrée gratuite



Cassette-vidéo



ALBUM DISPONIBLE POUR
SOF (PORT COMPRIS)



DOUBLE 45T.
DISPONIBLE: 25 F
(PORT COMPRIS)

Réflexes

Réflexes est le bulletin de l'association REFLEX (réseau d'études de formation et de liaison contre l'extrême droite et la xénophobie). Nous voulons informer et rassembler les individus, collectifs et associations luttant contre le racisme, les idéologies sécuritaires ou autoritaires, pour le droit de vivre où l'on veut, comme l'on veut. Nous sommes également un lieu de diffusion de matériel (autocollants, brochures, badges, affiches, etc.) et d'initiatives et d'actions. Renseignements et catalogue contre un timbre à 2, 20 F.

ABONNEMENTS & ADHÉSIONS

Abonnement d'un an (10 numéros) : 100 F. normal 150 F. soutien
 Abonnement de diffusion : 3 exemplaires : 240 F. 5 exemplaires : 400 F
 Adhésions : 50 F précaires; 100 ordinaire; à partir de 150 F de soutien

Nom : Prénom :
 Adresse :
 Code postal : Ville : Pays :
 Téléphone (facultatif):

Chèques à l'ordre de Reflex
 Adresse postale : Réflexes 14 rue de nanteuil 75015 Paris